



**PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT**
PRINCIPES DIRECTEURS
2016-2017

TABLE DES MATIÈRES

1.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	2
	Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants.....	2
	Présentation des documents	2
	Non-conformité aux Principes directeurs	2
	Fausse déclaration	2
2.	FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT.....	4
2.1	INTRODUCTION.....	4
2.1.1	Définitions relatives au Programme de développement : productions internes, productions affiliées et projets de développement régional	4
2.A	ENVELOPPES DE DÉVELOPPEMENT DE LANGUE ANGLAISE ET FRANÇAISE.....	5
2.A.1	Introduction.....	5
2.A.2	Montant de la participation financière	5
2.A.3	Exigences seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur	6
2.B	DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC.....	7
2.B.1	Introduction.....	7
2.B.2	Montant de la participation financière	7
2.B.3	Exigences seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur	8
2.C	PRÉDÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LANGUE ANGLAISE ET FRANÇAISE	8
2.C.1	Introduction	8
2.C.2	Montant de la participation financière	8
2.C.3	Engagement du télédiffuseur.....	9
2.2	NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE.....	9
2.3	DÉPENSES ADMISSIBLES	9
2.3.1	Transactions entre parties apparentées	10
2.3.2.TV.1	Dépenses de développement admissibles pour la composante télévision	10
2.3.2.TV.2	Dépenses de prédevelopment admissibles pour la composante télévision	11
2.3.2.MN.1	Dépenses de développement admissibles pour la composante médias numériques	12
3.	ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT	13
3.1	REQUÉRANTS ADMISSIBLES.....	13
3.2	PROJETS ADMISSIBLES	13
3.2.TV	La composante télévision	14
3.2.TV.1	Exigences fondamentales	15
3.2.TV.1.1	Coproductions audiovisuelles régies par un traité	15
3.2.TV.2	Genres	15
3.2.TV.3	Propriété et contrôle canadiens.....	16
3.2.TV.4	Exigences diverses	16
3.2.MN	Composante médias numériques	17
3.2.MN.1	Contenu canadien.....	18
3.2.MN.2	Contenu non admissible.....	18
3.2.MN.3	Propriété et contrôle canadiens.....	18
3.2.MN.4	Exigences diverses	19

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux requérants (tels que définis dans la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées dans l'annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Le Requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le Requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un Requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au Requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un Requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du Requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les productions ultérieures du Requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;

- le Requéranr peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requéranr ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou plusieurs composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents (c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques) sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

2.1 INTRODUCTION

Le Programme de développement, qui fait partie intégrante du volet convergent du FMC, alloue une aide financière aux projets en développement. À l'exception du sous-programme de Prédéveloppement régional de langue anglaise et française, les projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) dans le cadre de ce programme doivent être convergents : ils doivent comporter une composante télévision (voir la [section 3.2.TV](#)) et une ou des composantes médias numériques (voir la [section 3.2.MN](#)), une présentation VSD de la composante télévision, la distribution numérique de la composante télévision ou encore une combinaison de ces trois éléments.

Le Programme de développement comprend les trois sous-programmes suivants :

- Enveloppes de développement de langue anglaise et française ([section 2.A](#));
- Développement régional de langue française au Québec ([section 2.B](#));
- Prédéveloppement régional de langue anglaise et française ([section 2.C](#)).

De plus amples détails sur ces sous-programmes se trouvent dans chaque section correspondante des Principes directeurs.

Le FMC accorde également une aide au financement par l'intermédiaire du Programme autochtone, du Programme de production de langue française en milieu minoritaire et de la Mesure incitative pour les projets nordiques. Veuillez consulter les Principes directeurs correspondants pour plus d'information.

2.1.1 Définitions relatives au Programme de développement : productions internes, productions affiliées et projets de développement régional

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est un Requérant, selon les termes de la [section 3.1\(1\)](#), qui est affilié à un télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par leur(s) télédiffuseur(s) affilié(s). Les productions internes sont des projets produits par et sous propriété d'un télédiffuseur canadien.

Un maximum de 15 % des fonds de chaque sous-programme sera alloué à des productions affiliées et à des productions internes, à l'exception du sous-programme de prédéveloppement régional de langue anglaise et française, dans le cadre duquel les productions affiliées et les productions internes ne sont pas admissibles. La portion du sous-programme des

Enveloppes de développement que les télédiffuseurs peuvent consacrer aux productions affiliées et aux productions internes est limitée à 15 %; cependant, les sociétés et les télédiffuseurs indépendants dont les enveloppes de rendement combinées (dans les deux langues) sont inférieures à 5 millions de dollars et les télédiffuseurs éducatifs ne sont pas concernés par ce plafond (voir la section C.5 du [Guide des enveloppes de développement](#)).

Dans le cadre du financement d'un projet régional de langue anglaise, mentionné dans les [sections 2.A.2](#) et [2.A.3](#) ci-dessous, du développement régional de langue française au Québec, décrit dans la [section 2.B](#) ci-dessous du sous-programme de prédéveloppement de langue anglaise et française décrit dans la [section 2.C](#) ci-dessous, un projet de développement régional est un projet réunissant les conditions suivantes :

- a) le Requérant (ou, dans les cas où il y a des requérants distincts pour la composante télévision et la ou les composantes médias numériques, le Requérant détenteur des droits de la composante télévision) est établi en région, et son siège social est situé en région;
- b) le Requérant régional (ou, dans les cas où il y a des requérants distincts pour la composante télévision et la ou les composantes médias numériques, le Requérant détenteur des droits de la composante télévision) met en œuvre le projet et continue de participer activement à son développement, et détient au moins 51 % des droits d'auteur.

Aux fins de la présente définition, les termes « région » ou « régionale » englobent toute partie du Canada située à plus de 150 km, en empruntant la route la plus raisonnablement courte :

- de Toronto, pour les projets de langue anglaise;
- de Montréal, pour les projets de langue française.

2.A ENVELOPPES DE DÉVELOPPEMENT DE LANGUE ANGLAISE ET FRANÇAISE

2.A.1 Introduction

Dans le cadre du sous-programme des Enveloppes de développement de langues anglaise et française, le FMC contribue aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) par l'entremise des Enveloppes de développement, qui sont des allocations des fonds du FMC versées à des télédiffuseurs canadiens. Les télédiffuseurs peuvent alors choisir les projets de développement auxquels ils consacreront une partie de leur Enveloppe de développement, jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.A.2](#)) et d'autres restrictions précisées. Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier du télédiffuseur en question (sous forme de droits de développement) égal ou supérieur au montant minimal précisé (exigence seuil en matière de droits de développement, voir la [section 2.A.3](#)) pour la composante télévision et la ou les composantes médias numériques. Les montants de la contribution maximale et des exigences seuil en matière de droits de développement sont calculés sur la base des dépenses admissibles de la composante télévision et de la ou des composantes médias numériques (voir la [section 2.3](#)).

2.A.2 Montant de la participation financière

Les télédiffuseurs peuvent décider quelle proportion de leur Enveloppe d'aide au développement ils affecteront à un projet admissible, jusqu'à concurrence d'un montant de contribution maximale spécifique. Les télédiffuseurs peuvent affecter des fonds d'une Enveloppe d'aide au développement soit à la composante télévision, soit à la ou aux composantes médias numériques, ou encore aux deux types de composantes.

La contribution maximale du FMC attribuée aux projets de langue anglaise et française sera le moins élevé des montants suivants :

Pour la composante télévision du projet (ou la composante télévision assortie d'une composante médias numériques « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN) :

- 50 % (ou 75 % pour un projet de développement régional de langue anglaise) des dépenses admissibles de développement, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ pour toutes les phases confondues et tous les types d'émissions;

Pour la ou les composantes médias numériques du projet :

- 75 % des dépenses de développement admissibles, jusqu'à concurrence de 50 000 \$ pour toutes les phases confondues;

** Remarque : Les demandes visant les composantes médias numériques qui satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » (à savoir, celles dont les dépenses admissibles sont inférieures à 10 000 \$, tel qu'il est précisé en détail dans la section 3.2.MN ci-après) seront soumises par l'intermédiaire du devis de la composante télévision.*

La totalité des droits de développement du télédiffuseur et de toutes les autres sources confirmées d'aide au développement doit faire partie de la structure financière avant la confirmation du montant de la contribution du FMC, jusqu'à concurrence du niveau de la contribution maximale.

2.A.3 Exigences seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur

Toutes les demandes de financement présentées en vertu de ce sous-programme doivent comprendre un engagement financier d'un (ou de plusieurs) télédiffuseur(s) canadien(s) ayant accès à une Enveloppe de développement du FMC. La valeur des droits de développement doit être égale ou supérieure à un montant minimum, exprimé en pourcentage des dépenses admissibles de la composante télévision et de la ou des composantes médias numériques du projet (exigences seuil en matière de droits de développement), pour qu'un projet soit admissible au financement du FMC. Les exigences seuil en matière de droits de développement de ce sous-programme sont les suivantes :

Pour la composante télévision du projet (ou la composante télévision assortie d'une composante médias numériques « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN) :

- pour les projets de langue anglaise, l'exigence seuil en matière de droits de développement est de 50 % des dépenses de développement admissibles (ou 25 % dans le cas d'un projet de développement régional);
- S'il y a des tiers bailleurs de fonds autres que : 1) le FMC; 2) le Requérant ou une partie apparentée au Requérant; ou 3) un télédiffuseur canadien, l'exigence seuil en matière de droits de développement et la participation du FMC seront calculés sur le financement total des dépenses admissibles moins la participation du tiers.
- pour les projets de langue française, l'exigence seuil en matière de droits de développement est de
 - 25 % pour les dramatiques et pour les émissions pilotes de tous les genres;
 - 15 % pour les documentaires, les émissions pour enfants et jeunes et les émissions de variétés et arts de la scène.

Pour la ou les composantes médias numériques du projet, de langue anglaise ou française, l'exigence seuil en matière de droits de développement est de 10 % des dépenses de développement admissibles. Cependant, pour les composantes médias numériques qui satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » (à savoir, celles dont les dépenses admissibles

sont inférieures à 10 000 \$, tel qu'il est précisé en détail dans la section 3.2.MN ci-après), l'exigence seuil de développement sera calculée sur les dépenses admissibles combinées de la composante télévision et des composantes médias numériques. L'exigence seuil applicable sera celle de la composante télévision, telle que décrite ci-dessus. En outre, ces composantes médias numériques seront soumises par l'intermédiaire du devis de la composante télévision.

2.B DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC

2.B.1 Introduction

Les requérants admissibles à ce sous-programme doivent avoir leur siège social au Québec, et les projets doivent être régionaux (voir la [section 2.1.1](#)). En vertu de ce sous-programme, le FMC participera aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) sur la base du premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement des fonds disponibles. Dans l'éventualité où un grand nombre de projets étaient déposés à la même date, créant une demande excédentaire de financement, le FMC pourra distribuer les montants disponibles de façon proportionnelle (au prorata) entre les projets admissibles déposés à cette date.

Le FMC peut contribuer aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.B](#)) et d'autres restrictions précisées. Pour être admissibles, les projets doivent avoir obtenu un engagement financier d'un télédiffuseur canadien (droits de développement) qui doit être égal ou supérieur au montant minimal précisé (exigence seuil en matière de droits de développement, voir la [section 2.B](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences seuil en matière de droits de développement sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3](#)).

Les requérants admissibles peuvent soumettre deux projets admissibles par exercice financier. Quand un Requêteur reçoit une aide financière pour deux projets au cours d'un exercice financier, seul l'un des deux projets peut être une série renouvelée.

2.B.2 Montant de la participation financière

En vertu de ce sous-programme, le FMC peut accorder une contribution financière à un projet admissible qui atteint le montant demandé par le Requêteur, jusqu'à concurrence de la contribution maximale. La totalité des droits de développement du télédiffuseur et de toutes les autres sources confirmées d'aide au développement doit faire partie de la structure financière avant que le FMC n'atteigne son niveau de contribution maximale. La contribution maximale du FMC en vertu de cette partie sera le moins élevé des montants suivants :

- Pour la composante télévision (ou la composante télévision assortie d'une composante médias numériques « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN) du projet, 75 % des dépenses de développement admissibles, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ pour toutes les phases confondues et tous les types d'émissions.
- Pour la composante médias numériques du projet, 75 % des dépenses de développement admissibles, jusqu'à concurrence de 50 000 \$ pour toutes les phases confondues.

Cependant, les demandes visant les composantes médias numériques qui satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » (à savoir, celles dont les dépenses admissibles sont inférieures à 10 000 \$, tel qu'il est précisé en détail dans la section 3.2.MN ci-après) seront soumises par l'intermédiaire de la composante télévision.

2.B.3 Exigences seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur

Toutes les demandes de financement présentées dans le cadre de cette partie doivent comprendre un engagement financier pour des droits de développement de la part d'un ou de plusieurs télédiffuseurs canadiens. La valeur des droits de développement doit être égale ou supérieure à un montant minimum, exprimé en pourcentage des dépenses admissibles de la composante télévision et de la ou des composantes médias numériques du projet (exigences seuil en matière de droits de développement), pour qu'un projet soit admissible au financement du FMC. Les exigences seuil en matière de droits de développement de cette partie sont les suivantes :

- Pour la composante télévision (ou la composante télévision assortie d'une composante médias numériques « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN) du projet, l'exigence seuil en matière de droits de développement est de 10 % des dépenses de développement admissibles, pour tous les genres.
- Pour la ou les composantes médias numériques du projet, l'exigence seuil en matière de droits de développement est de 10 % des dépenses de développement admissibles. Cependant, pour les composantes médias numériques qui satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » (à savoir, celles dont les dépenses admissibles sont inférieures à 10 000 \$, tel qu'il est précisé en détail dans la section 3.2.MN ci-après), l'exigence seuil de développement sera calculée sur les dépenses admissibles combinées de la composante télévision et des composantes médias numériques. L'exigence seuil applicable sera celle de la composante télévision, telle que décrite ci-dessus. En outre, ces composantes médias numériques seront soumises par l'intermédiaire de la composante télévision.

2.C PRÉDÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LANGUE ANGLAISE ET FRANÇAISE

2.C.1 Introduction

Ce sous-programme vise à aider les projets régionaux de langue anglaise et les projets régionaux de langue française au Québec en phase de prédéveloppement qui n'ont pas encore obtenu de fonds de développement d'un télédiffuseur. En vertu de ce sous-programme, le FMC participera aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) sur la base du premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement des fonds disponibles. Dans l'éventualité où un grand nombre de projets étaient déposés à la même date, créant une demande excédentaire de financement, le FMC pourra distribuer les montants disponibles de façon proportionnelle (au prorata) entre les projets admissibles déposés à cette date.

Les projets admissibles au sous-programme doivent être régionaux (voir la [section 2.1.1](#)) et sont destinés à être produits dans la langue dans laquelle ils sont financés dans ce sous-programme. Les dépenses admissibles doivent inclure des dépenses admissibles relatives à l'écriture d'un synopsis ou d'un scénario à scénario préliminaires. Le FMC peut contribuer aux projets admissibles jusqu'à concurrence des montants de la contribution maximale spécifiques (voir la [section 2.C.2](#)) et d'autres restrictions précisées.

Relativement aux projets de langue anglaise, les requérants admissibles peuvent soumettre trois projets admissibles par exercice financier. Relativement aux projets de langue française, les requérants admissibles peuvent soumettre deux projets admissibles. Aucun télédiffuseur donné ou groupe d'entreprises de diffusion ne peut déclencher plus de 25 projets. Les séries renouvelées, les productions affiliées et les productions internes ne sont pas admissibles au pré-développement.

2.C.2 Montant de la participation financière

Dans ce sous-programme, le FMC peut accorder une contribution financière à un projet admissible qui atteint le montant demandé par le Requêteur, jusqu'à concurrence de la contribution maximale de :

- 75 % des dépenses admissibles, ou 15 000 \$ par projet, soit le montant le moins élevé, pour les projets de langue anglaise;
- 75 % des dépenses admissibles, ou 10 000 \$ par projet, soit le montant le moins élevé, pour les projets de langue française.

2.C.3 Engagement du télédiffuseur

Toutes les demandes d'aide au pré-développement doivent être accompagnées d'une lettre d'intérêt d'un télédiffuseur canadien. Un télédiffuseur n'est pas obligé d'engager des droits de développement dans le cadre de ce sous-programme.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Les requérants dont les demandes ont été acceptées dans le cadre de tous les sous-programmes de développement reçoivent des avances sans intérêt. Pour tous les projets, la totalité de l'avance doit être remboursée avant ou au moment de la première éventualité de remboursement décrite ci-dessous.

Éventualités de remboursement :

- a) Pour la composante télévision (ou la composante télévision assortie d'une composante médias numériques « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN) :
 - i) le premier jour de préparation au tournage des prises de vue principales de la composante télévision ou d'une autre utilisation du scénario;
 - ii) lors du transfert, de la vente, de la cession ou de toute autre disposition faite du scénario.
- b) Pour la composante médias numériques :
 - i) le premier jour de production de la composante médias numériques ou de toute autre utilisation du concept du média numérique;
 - ii) lors du transfert, de la vente, de la cession ou de toute autre disposition faite du concept du média numérique.

2.3 DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de développement ou de pré-développement de chaque composante d'un projet admissible ou le rapport final de coûts, selon le cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FMC, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. La participation du FMC est calculée d'après les dépenses admissibles de chaque composante. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se fondant sur les devis du projet.

La composante télévision et la ou les composantes médias numériques doivent faire l'objet de devis distincts correspondant aux tâches particulières à réaliser pour chaque composante, à l'exception des composantes médias numériques qui satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » (à savoir, celles dont les dépenses admissibles sont inférieures à 10 000 \$, tel qu'il est précisé en détail dans la section 3.2.MN ci-après), qui seront soumises par l'intermédiaire du devis de la composante télévision.

Dans ce programme, seules les dépenses engagées au Canada sont admissibles. Les dépenses engagées plus de 12 mois avant que le Requérant n'ait conclu une entente de développement admissible* ne constituent pas des dépenses admissibles, exception faite des dépenses engagées pour l'option ou l'acquisition des droits et des dépenses associées à l'acquisition de ces droits, sous réserve que ceux-ci ne soient pas payés à une personne détenant des droits de propriété dans la production.

** Remarque : Une entente de développement admissible est l'entente actuelle ayant force légale entre le Requérant et un télédiffuseur canadien qui déclenche l'aide au développement du FMC faisant l'objet de la demande et incluant, le cas échéant, des droits de développement respectant l'exigence seuil applicable en matière de droits de développement.*

Consultez les [sections 2.3.2.TV.1](#), [2.3.2.MN.1](#) et [2.3.2.TV.2](#) pour obtenir des informations sur les dépenses de développement et de prédevelopment admissibles.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans [l'annexe B](#).

2.3.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- divulgué au FMC;
- conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation en vigueur.

2.3.2.TV.1 Dépenses de développement admissibles pour la composante télévision

Le FMC offre un soutien financier à la scénarisation et à d'autres activités normalement associées au développement de projets télévisuels.

Selon la phase de développement du projet, les dépenses suivantes peuvent être considérées comme des dépenses admissibles :

- dépenses de prédevelopment selon la description figurant ci-dessous dans la [section 2.3.2.TV.2](#);
- recherche;
- frais d'option versés à une partie non apparentée ou frais d'acquisition de droits;
- scénarisation (premières ébauches, polissage, bible, etc.);
- ateliers d'écriture de scénarios;
- préparation d'un devis de production et montage financier;
- recherche sur l'auditoire;
- groupes de discussion;
- production de maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées;

- honoraires du producteur et frais d'administration (assujettis à la Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration);
- frais comptables (si une mission d'examen est nécessaire en vertu des Exigences en matière de comptabilisation et de présentation);
- frais juridiques sans lien de dépendance;
- préparation par un tiers de la ventilation du devis de production;
- dépenses admissibles de la composante médias numériques qui satisfait à la définition de « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN ci-après;
- Les dépenses de préproduction suivantes (ces coûts ne sont autorisés que pour les séries renouvelées et ne doivent pas dépasser 10 % du total des dépenses de développement par projet) :
 - indemnités de disponibilité des comédiens;
 - frais d'entreposage des décors;
 - frais de déplacement liés à l'obtention de préventes internationales;
 - honoraires des « showrunners ».

Il est à noter que le modèle de devis de développement du FMC présente des dépenses admissibles précises.

2.3.2.TV.2 Dépenses de prédéveloppement admissibles pour la composante télévision

Les dépenses énumérées ci-dessous peuvent être admissibles pour les projets en prédéveloppement :

- recherche préliminaire;
- consultant en scénarisation;
- script éditeur;
- écriture d'un synopsis et d'une scène à scène préliminaires;
- production de plusieurs dessins (animation);
- coûts d'impression et d'assemblage;
- frais de déplacement au Canada en vue de rencontrer des télédiffuseurs canadiens ou le personnel créatif clé canadien;
- frais de déplacement pour rencontrer des partenaires de coproduction nationaux ou internationaux, ou des intervenants dans le cadre de documentaires;
- création de documentation relative à la présentation de projets à des télédiffuseurs canadiens;

- maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées;
- honoraires du producteur et frais d'administration.

Il est à noter que le modèle de devis de prédéveloppement du FMC présente des dépenses admissibles précises.

2.3.2.MN.1 Dépenses de développement admissibles pour la composante médias numériques

Le FMC offre un soutien financier aux activités de développement de contenus numériques associés à la composante télévision du projet. Selon le projet, les dépenses suivantes peuvent être considérées comme admissibles :

- recherche;
- frais juridiques sans lien de dépendance;
- frais comptables (si une mission d'examen est nécessaire en vertu des Exigences en matière de comptabilisation et de présentation);
- préparation par un tiers de la ventilation du devis de production;
- élaboration d'un devis de production et montage financier;
- conception de technologie et de contenu;
- étude de marché;
- développement de prototype;
- planification détaillée de la production.

Les dépenses admissibles des composantes médias numériques qui satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » (voir la section 3.2.MN ci-après) seront soumises par l'intermédiaire du devis de la composante télévision.

Il est à noter que le modèle de devis de développement médias numériques du FMC présente des dépenses admissibles précises.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le Requêteur doit être :

- 1) une société :
 - a) à but lucratif, c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada;
 - b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*;
 - c) dont le siège social est situé au Canada.

ou

- 2) un télédiffuseur canadien, public ou privé, titulaire d'un permis d'exploitation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) à cet effet, y compris un service de vidéo sur demande (VSD) titulaire d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet.

Les requérants qui ne sont pas constitués en société, mais qui respectent toutes les autres exigences énumérées ci-dessus peuvent présenter une demande d'aide au développement à condition de n'avoir jamais bénéficié du financement du FMC auparavant. Toutefois, les requérants devront être constitués en société avant la signature d'une entente de développement avec le FMC.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « Requêteur » englobe tout corequêteur et tout individu ou société mère, apparentée, ou affiliée (tel que le détermine le FMC à sa discrétion), selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un projet admissible en vertu de ce programme est un projet qui respecte tous les critères de la [section 3.2](#) et de toutes ses sous-sections se rapportant au développement. Le FMC reconnaît que les projets en développement en sont à leurs débuts et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, à l'ensemble des exigences de la [section 3.2](#) et de toutes ses sous-sections. À ce titre, les projets admissibles doivent être raisonnablement conformes aux trois Exigences fondamentales (voir la [section 3.2.TV.1](#)), liées au genre de l'émission et à la catégorie de production, comme elles sont énoncées dans [l'annexe A](#), et aux exigences des [sections 3.2.TV.1](#) à [3.2.TV.4](#) et [3.2.MN.1](#) à [3.2.MN.4](#) applicables au développement. Le FMC déterminera, à son entière discrétion, si un projet de développement est raisonnablement conforme aux exigences de ces sections.

Sauf dans le cadre du sous-programme de prédéveloppement régional de langue anglaise et française, un projet admissible est convergent. Aux fins du FMC, un projet convergent doit avoir :

- 1) une composante télévision sera diffusée par :
 - a) un ou des télédiffuseurs traditionnels à heures fixes titulaires d'une licence de diffusion du CRTC, ou
 - b) un ou des services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC;

et

- 2) un ou la totalité des moyens suivants :
 - a) une ou des composantes médias numériques (voir la définition à la [section 3.2.MN](#)),
 - b) la composante télévision sera diffusée auprès du public canadien par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de VSD titulaires d'une licence de diffusion du CRTC,
 - c) la composante télévision sera diffusée auprès du public canadien par une société canadienne par l'intermédiaire d'une distribution numérique non simultanée.

Dans le paragraphe 2)c) ci-dessus, le terme « canadienne » a le sens qui lui est attribué dans le paragraphe 1106(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada; l'expression « non simultanée » signifie non simultanée avec la diffusion télévisée; et « distribution numérique » a le sens de toute distribution électronique au moyen d'un réseau numérique à un utilisateur final, y compris par VSD en ligne, téléchargement numérique, vente électronique, location numérique et distribution sans fil ou mobile; mais plus précisément, cela ne comprend pas la distribution de médias physiques, notamment la location ou la vente de DVD par commande postale.

Une composante télévision diffusée par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de VSD titulaires d'une licence de diffusion du CRTC ne peut, en soi, satisfaire simultanément aux exigences 1) et 2) figurant ci-dessus pour le même projet admissible. Lorsque la diffusion par VSD est invoquée à des fins d'admissibilité à titre de « projet convergent » auprès du FMC, les requérants doivent choisir si la VSD relève de l'exigence 1) ou de l'exigence 2) présentées ci-dessus.

Lorsqu'il existe une composante médias numériques, les composantes télévision et médias numériques doivent être associées l'une à l'autre et enrichir réciproquement l'expérience du spectateur ou de l'utilisateur.

Le nombre de projets admissibles soutenus par l'allocation d'enveloppe d'un télédiffuseur et qui répondent aux conditions de la section 2) qui précède en faisant uniquement appel aux moyens de diffusion 2)b) et 2)c) est limité (voir la section [3.2.MN](#) ci-dessous et la section C.4 du [Guide des enveloppes de développement](#) pour de plus amples renseignements). Il n'y a aucune limite dans le cas des sous-programmes de développement régional de langue française au Québec et de prédéveloppement régional de langue anglaise et française (voir les [sections 2.B](#) et [2.C](#)).

Les projets admissibles au sous-programme de prédéveloppement régional de langue anglaise et française doivent être une composante télévision en vertu de la section 1) ci-dessus, ou une composante médias numériques en vertu de la section 2)a) ci-dessus. Les projets admissibles au sous-programme de prédéveloppement régional de langue anglaise française peuvent être convergents, mais pas obligatoirement.

L'admissibilité à l'aide au développement ou au prédéveloppement ne garantit pas l'admissibilité du Requérant à d'autres fonds de prédéveloppement, de développement ou d'aide à la production par le FMC.

3.2.TV La composante télévision

La composante télévision d'un projet admissible doit être une production canadienne ou une coproduction audiovisuelle régie par un traité. Un scénariste canadien doit participer à toutes les étapes du développement. Dans le cas des projets canadiens développés à titre de coproductions audiovisuelles régies par un traité, la participation active d'un scénariste canadien constitue une condition essentielle.

Le Requérant doit avoir acquis tous les droits et les options liés au projet, exclusifs pour une période minimale de 24 mois, nécessaires à l'adaptation de l'œuvre ou du concept original, à la scénarisation, à la production et à la distribution mondiale (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

3.2.TV.1 Exigences fondamentales

Une production doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries, chaque épisode devra satisfaire aux Exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FMC ou non. Le FMC peut déterminer à son entière discrétion si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales, et son interprétation prévaudra.

- 1) Le projet doit être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FMC à partir de l'échelle du BCPAC.
- 2) Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
- 3) Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter [l'annexe A](#) pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.TV.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité

En ce qui a trait à l'admissibilité des coproductions audiovisuelles régies par un traité au financement du FMC, ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, le mot « Canadiens » mentionné dans l'Exigence fondamentale 2, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 3 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 1, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays coproducteur.

Le FMC reconnaît que les projets en développement en sont à leurs débuts et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, à toutes les exigences établies dans la section 3.2.TV.1. À ce titre, les projets admissibles doivent être raisonnablement conformes aux Exigences fondamentales, liées au genre de l'émission et à la catégorie de production, comme elles sont énoncées dans l'annexe A, et à toutes les autres exigences d'admissibilité qui pourraient s'appliquer au développement et, à la seule discrétion du FMC, s'appliquer à l'esprit et à l'objet des Principes directeurs.

Pour obtenir de l'information sur les coproductions audiovisuelles régies par un traité entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, veuillez consulter les [principes directeurs de Téléfilm Canada sur les coproductions internationales](#).

3.2.TV.2 Genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, ainsi que variétés et arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent dans [l'annexe A](#) de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télérealités, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevues, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, galas, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collecte de fonds, émissions-bénéfice, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité pour les émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir [l'annexe A](#) pour plus d'information.

3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif ;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de développement;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut pas fournir plus de 49 % du financement du développement; toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires au développement, à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger, et il conserve également un intérêt financier permanent dans le projet (sous réserve de certaines exceptions relatives au format achetées au cas par cas).

Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions audiovisuelles canadiennes régies par un traité d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.TV.4 Exigences diverses

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;

- b) il s'agit d'une nouvelle production; une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment; dans le cas d'une série, le FMC prendra en considération le cycle entier afin de déterminer si le projet est un remontage ou non (par exemple, quelques épisodes présentant un recueil des meilleures scènes, un documentaire de tournage ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis). Les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet.

3.2.MN Composante médias numériques

Toute composante médias numériques d'un projet admissible doit être un projet audiovisuel, multimédia ou interactif répondant aux conditions suivantes :

- a) il est associé à la composante télévision financée par le FMC;
- b) il est accessible au public canadien par l'entremise d'un réseau numérique, y compris Internet et les télécommunications mobiles;
- c) il offre à l'auditoire une expérience numérique ou de médias sociaux cohérente avant, pendant ou après la diffusion de la composante télévisuelle, accroît l'expérience des téléspectateurs au-delà de la composante télévision et vise à augmenter la fidélité de l'auditoire envers la composante télévision;
- d) une ou plusieurs de ses activités satisfont à la définition de « à valeur ajoutée » ou « riche et élaborée » (voir ci-dessous) :
 - 1. Contenu original interactif ou linéaire lié à la composante télévision, créé spécifiquement pour être consommé sur des plateformes médias numériques;
 - 2. Activités et applications ayant recours aux médias sociaux ou numériques en vue de situer, d'accroître ou d'attirer des auditoires;
 - 3. Activités interactives en ligne offrant une expérience synchronisée au cours de la diffusion de la composante télévision.

Une composante médias numériques « à valeur ajoutée » est composée d'une ou de plusieurs des activités ci-dessus, et ses dépenses admissibles sont *inférieures* à 10 000 \$.

Une composante médias numériques « riche et élaborée » est composée d'une ou de plusieurs des activités ci-dessus, et ses dépenses admissibles sont *égales ou supérieures* à 10 000 \$.

Par souci de clarté, précisons que les dépenses liées aux composantes médias numériques à valeur ajoutée seront soumises par l'intermédiaire du devis de la composante télévision alors que les dépenses liées aux composantes médias numériques riches et élaborées devront encore faire l'objet d'une demande distincte.

Le développement de la composante médias numériques doit être intégré de manière significative à celui de la composante télévision. Lors des phases préliminaires de développement, par exemple, il peut être souhaitable que la composante médias numériques soit essentiellement un concept ou une stratégie; lors des phases ultérieures de développement, il peut être souhaitable que les activités de développement comprennent le prototypage, la planification de la production, la conception du contenu ou de la technologie, la planification opérationnelle et commerciale, ou encore la recherche et les essais. Il n'est pas nécessaire que toutes les phases de développement comportent des travaux pour les deux composantes (télévision et médias numériques) ou que celles-ci soient toutes les deux financées par le FMC à

chacune des phases, pour autant que le Requérant puisse démontrer qu'elles existent et qu'elles sont intégrées de façon significative.

3.2.MN.1 Contenu canadien

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) ses droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon suffisante et significative par des Canadiens;
- b) elle est produite au Canada;

Pour être admissibles, les coproductions de contenu médias numériques doivent être conformes au [Cadre de coproduction internationale on médias numériques](#).

3.2.MN.2 Contenu non admissible

Voici une liste non exhaustive des types de contenu qui ne sont pas admissibles à titre de composante médias numériques : les projets à caractère industriel, commercial, les projets fondés sur un programme d'études et les logiciels d'exploitation.

Un projet qui se compose principalement d'un contenu existant porté sur une nouvelle plateforme (par exemple la transmission en continu ou la distribution en ligne d'émissions de télévision existantes) n'est pas admissible à titre de composante médias numériques.

3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur;
- d) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires au développement, à la production et à la distribution du projet médias numériques au Canada et à l'étranger, et il conserve un intérêt financier permanent dans le projet (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

Remarque : Ces critères doivent être interprétés de manière à permettre aux coproductions internationales ayant un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable d'accéder à une aide financière du FMC. Pour être admissibles, les coproductions de contenu médias numériques doivent être conformes au [Cadre de coproduction internationale en médias numériques](#).

3.2.MN.4 Exigences diverses

Une composante médias numériques :

- a) doit être accessible au public canadien de manière significative; la portée particulière du terme « significative » dépendra de la nature du projet et de son plan de distribution; le FMC déterminera cette portée au cas par cas, mais, en règle générale, en l'absence d'un plan de distribution ou d'exploitation acceptable indiquant le contraire, le FMC considère que le projet devra être accessible au public canadien durant au moins trois mois, simultanément à la composante télévision associée;
- b) ne peut contenir des éléments de violence excessive, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle, ou des éléments obscènes, indécents, de pornographie juvénile selon les termes du Code criminel (et ses amendements éventuels), diffamatoires ou illégaux, de quelque manière que ce soit;
- c) doit, lorsqu'elle bénéficie de l'aide financière du FMC, se composer d'un nouveau contenu. Le FMC ne financera pas une composante médias numériques existante.